



# ARRETE D'OUVERTURE ET D'ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT- JEAN-SUR-VEYLE

**Le Président,**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment les articles L.122-1 et suivants, L.123-1 et suivants, L.126-1, R.122-1 et suivants, R.123-1 et suivants ;

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.300-6-1, L.153-54 et 55, R.153-16 et suivants ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2016 portant fusion des Communautés de communes des Bords de Veyle et du canton de Pont de Veyle et listant la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » dans les compétences obligatoires de la nouvelle Communauté de communes de la Veyle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 portant modification des compétences de la Communauté de communes de la Veyle ;

**Vu** le plan local d'urbanisme de Saint Jean sur Veyle, approuvé le 3 mars 2005 par le Conseil municipal de cette commune ;

**Vu** l'arrêté n° 20200928-02DP en date du 24 septembre 2020 et son modificatif n° 20210121-04DP du 21 janvier 2021 engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint Jean sur Veyle ;

**Vu** l'ordonnance n° E21000118/69 du 2 septembre 2021 de Mme la Présidente du Tribunal administratif de Lyon désignant le commissaire enquêteur ;

**Vu** l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe AuRA) en date du 15 avril 2021 ;

**Vu** la dérogation au principe d'urbanisation limitée édicté à l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme accordée par Mme la Préfète de l'Ain le 29 juin 2021 ;

**Vu** le compte-rendu de la réunion d'examen conjoint du 30 juillet 2021 ;

**Vu** les avis des personnes publiques associées ;

**Vu** l'avis favorable de la commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) en date du 29 juin 2021 sur l'extension du secteur de taille et de capacité limité (STECAL) ;

**Vu** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

**Considérant** que l'enquête publique relative à ce projet dispensé d'évaluation environnementale peut être réduite à 15 jours en application de l'article L.123-9 du Code de l'environnement.

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Saint Jean sur Veyle pendant une durée de 28 jours du vendredi 15 octobre 2021 à 15h30 au mercredi 10 novembre 2021 à 11h inclus.

La personne responsable de la déclaration de projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est M. le président de la CC la Veyle.

**Article 2** : La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU vise à permettre la mise en œuvre d'un projet revêtant un caractère d'intérêt général : l'extension de l'entreprise le Moulin Marion à l'est de son site actuel sur la parcelle C1435, via la construction d'un espace de stockage.

**Article 3** : Par décision du 2 septembre 2021 la présidente du Tribunal administratif de Lyon a désigné M. Gérard Marquis, en qualité de commissaire enquêteur.

**Article 4** : Le dossier d'enquête publique sera constitué des pièces suivantes :

- Notice de présentation au titre de l'article R.123-8°2 du code de l'environnement,
- Note complétive concernant la suppression de l'emplacement réservé n°11,
- Actes administratifs relatifs à la procédure,
- Projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Saint Jean sur Veyle,
- Avis de la Mission régionale d'autorité environnementale,
- Compte-rendu de la réunion d'examen conjoint avec avis des personnes publiques associées (ou courrier le cas échéant),
- Dérogation au principe d'urbanisation limitée édicté à l'article L.142-4 du Code de l'urbanisme accordée par Mme la Préfète de l'Ain,
- Avis de la commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) sur l'extension du secteur de taille et de capacité limité (STECAL),

Le dossier sera disponible à la mairie de Saint Jean sur Veyle du vendredi 15 octobre 2021 à 15h30 au mercredi 10 novembre 2021 à 11h inclus, soit pendant 28 jours consécutifs, aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie : ouverte au public les lundi, mercredi et jeudi de 8h30 à 11h30 et le vendredi de 15h30 à 18h30.

Durant la même période et dans les mêmes conditions, un registre d'enquête à feuillets non mobiles, ouvert coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera déposé à la mairie de Saint Jean sur Veyle.

Chacun pourra prendre connaissance en mairie du dossier papier ainsi que du dossier numérique par le biais d'un poste informatique mis à disposition. Le dossier et des informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur le site internet de la Communauté de communes ([www.cc-laveyle.fr](http://www.cc-laveyle.fr)) et sur celui de la commune ([www.mairie-saintjeansurveyle.com](http://www.mairie-saintjeansurveyle.com)).

Le dossier d'enquête peut être communiqué à toute personne qui en fait la demande, à ses frais, et dans des délais raisonnables avant l'ouverture et pendant la durée de l'enquête.

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête, les adresser par écrit, avec la mention "ne pas ouvrir", au commissaire enquêteur à la mairie de Saint Jean sur Veyle ou par voie électronique à l'adresse suivante : [declarationdeprojet\\_Saint-Jean-sur-Veyle\\_EP@cc-laveyle.fr](mailto:declarationdeprojet_Saint-Jean-sur-Veyle_EP@cc-laveyle.fr).

**Article 5** : Un avis d'ouverture de l'enquête sera publié par la CC la Veyle, 15 jours avant son début, puis rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête, dans 2 journaux (*Progrès de l'Ain* et *Voix de l'Ain*).



15 jours avant le début de l'enquête, l'avis est également publié sur les sites internet de la commune et de la communauté de communes.

De même il est publié par voie d'affichage au siège de la CC la Veyle, en mairie et sur le site de l'entreprise le Moulin Marion, visible depuis la voie publique.

**Article 6 :** Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Saint Jean sur Veyle le vendredi 15 octobre de 15h30 à 17h30, le vendredi 22 octobre de 15h30 à 17h30 et le mercredi 10 novembre 2021 de 9h à 11h.

Dans un délai de 8 jours après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur communique au responsable du projet les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal. Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses éventuelles observations.

**Article 7 :** Une fiche pratique sur les dispositions pour lutter contre la COVID 19, à l'intention des collectivités, des commissaires enquêteurs et du public est annexée au présent arrêté. Elle sera en outre portée à la connaissance du public par un affichage proche de l'affiche Enquête publique.

**Article 8 :** Dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur devra transmettre au président de la CC la Veyle son rapport ainsi que ses conclusions motivées et son avis sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU.

A l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport, les conclusions et avis du commissaire enquêteur à la Communauté de communes, à la mairie et à la Préfecture aux jours et heures habituels d'ouverture, dès qu'ils seront reçus et pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête. Le public pourra également consulter ces documents sur les sites internet de la commune et de la communauté de communes.

**Article 9 :** Au terme de l'enquête, le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement amendé, sera soumis à l'approbation du conseil communautaire.

**Article 10 :** Le président de la Communauté de communes de la Veyle et le maire de Saint Jean sur Veyle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Mme la préfète de l'Ain, à Mme la présidente du Tribunal Administratif de Lyon et au commissaire-enquêteur.

**Article 11 :** Cet arrêté fera l'objet de mesures de publicité conformément à l'article R. 123-11 du Code de l'environnement.

Fait à PONT DE VEYLE, le 16 septembre 2021



Le Président

Christophe GREFFET

Certifié exécutoire

Affiché le : 22/09/2021

Transmis en Préfecture le : 22/09/2021

Publié le :

Accusé de réception en préfecture  
001-200070555-20210916-20210920-01DP-AR  
Date de télétransmission : 22/09/2021  
Date de réception préfecture : 22/09/2021

**Voies et délais de recours :** En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative est compétente pour statuer sur le recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.